



Tournoi de futsal féminin à Toulon, Ufolep Var.

La pratique sportive des filles dans les quartiers

Chacun devrait être libre de faire du sport et de profiter des bénéfices d'une pratique régulière sur le plan du bien-être, de la santé et de la socialisation. Pourtant ce n'est pas le cas des jeunes filles des cités. C'est pourquoi l'Ufolep a mené une recherche-action avec l'université Paris-Descartes. Le but : identifier les freins à cette pratique pour les dépasser.

UNE ÉTUDE POUR IDENTIFIER LES FREINS À LA PRATIQUE

Le sport, c'est aussi pour elles !

Pourquoi les jeunes filles des zones urbaines sensibles ont-elles une pratique sportive si réduite ? À l'initiative de l'Ufolep, une enquête de terrain conduite par une universitaire donne la parole aux principales intéressées.

Longtemps, on ne s'est guère soucié de la pratique physique et sportive des jeunes filles des quartiers dits « sensibles ». Les actions lancées à partir des années 1980 ne touchaient que les garçons : sans doute leurs sœurs n'étaient-elles pas assez turbulentes pour attirer l'attention des pouvoirs publics... Ce n'est que depuis une dizaine d'années que la problématique a émergé, caractérisée par une statistique figurant dans le rapport « Femmes et sports » publié en 2004 par le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative : alors que 51% des filles font du sport en France, chiffre déjà très sensiblement inférieur à celui des garçons, la proportion tombe à 32% dans les quartiers sensibles (1). Rien n'indique que la situation se soit améliorée depuis.

Pour se donner les moyens d'agir, encore faut-il cerner le problème. Certes, on sait le poids de la famille et la pression que l'univers confiné des cités exerce sur leurs comportements, leur apparence physique et vestimentaire, leur vie sentimentale et l'ensemble de leurs pratiques sociales et culturelles, en particulier celles touchant au corps. Autant de généralités pointées par les sociologues.

RECHERCHE-ACTION

Mais pour identifier de façon concrète les freins à la pratique de ces jeunes filles, dans l'idée d'agir ensuite sur ceux-ci, le mieux n'était-il pas de les interroger directement ? Tel est l'esprit de l'enquête de longue haleine que vient d'achever

Haïfa Tlili, sociologue à l'université Paris-Descartes (2), en collaboration avec l'Ufolep, initiatrice et financeur du projet : six mois passés sur le terrain, 130 jeunes filles et une quarantaine d'acteurs interrogés. « *Aujourd'hui, on ne peut plus se contenter de décrire la faible pratique sportive des filles dans les quartiers : il faut trouver les moyens de passer à l'action. Voilà pourquoi nous avons opté pour une recherche-action à caractère social : il s'agit de tenter de comprendre pourquoi les filles ne pratiquent pas, puis d'évaluer à la lumière de leurs témoignages les méthodes d'intervention qui seraient les plus judicieuses* » explique la jeune universitaire. La méthode a donc consisté à recueillir directement la parole des jeunes filles sur le terrain, à leur faire exprimer leurs besoins, leurs envies, leurs difficultés et leurs solutions.

Durant l'année scolaire 2013-2014, Haïfa Tlili s'est rendue plusieurs fois dans les cinq départements retenus par l'Ufolep : Bouches-du-Rhône, Hérault, Nord, Pas-de-Calais et Essonne. Elle y a mené des entretiens avec des jeunes filles volontaires, ainsi qu'avec des acteurs de terrain : éducateurs sportifs, professeurs d'EPS, conseillers principaux d'éducation des collèges et lycées, responsables municipaux du service des sports, etc. Un comité de pilotage incluant des représentants des ministères de la Ville et des Sports a également été mis en place pour accompagner ces travaux (3). « *Le ministère de la Ville accompagne cette recherche-action car il estime que la question du sport dans les quartiers, qui touche à des thématiques très larges comme la santé, la socialisation et l'éducation des jeunes, peut aider à améliorer les conditions de vie dans les quartiers* » précise-t-on au Commissariat général à l'égalité des territoires.

Selon les jeunes filles interrogées, qu'est-ce

EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ PARIS-DESCARTES

« *Tous les publics éloignés de la pratique sportive sont prioritaires pour l'Ufolep. D'où notre volonté de mettre en place des actions à destination des jeunes filles résidant dans les quartiers. Mais avant d'entamer tout travail ou d'élaborer toute stratégie, nous voulions avoir accès à des données précises, à des éléments de connaissance* » explique Adil El Ouadehe, directeur technique national adjoint à l'Ufolep, pôle Sport et Société. Or, ces données n'existaient pas ou très peu. L'Ufolep a alors imaginé de solliciter un universitaire intéressé par le sujet et de lui proposer de réaliser une recherche en partenariat. C'est ainsi qu'au printemps 2013, la fédération s'est associée à la sociologue Haïfa Tlili de l'université Paris-Descartes, qui avait déjà travaillé sur les jeunes filles françaises descendantes de parents nord-africains, notamment sur les thèmes du corps, des activités physiques et de la santé. Pour l'enquête de terrain, l'Ufolep a ensuite choisi des territoires où ses comités sont bien implantés dans les quartiers et disposent d'un réseau qu'ils ont pu mettre à disposition d'Haïfa Tlili et de ses étudiants. ●



Haïfa Tlili



Amicale laïque de Château-Thibaud



Animation conduite par l'association Ufolep Drop de Béton en Seine-Saint-Denis.

qui les empêche de pratiquer une activité sportive? Globalement, elles ne sont pas du tout réfractaires à l'activité physique. En revanche, elles estiment que les conditions favorables à leur pratique ne sont pas réunies.

LIEUX TROP ÉLOIGNÉS, MANQUE DE TEMPS, FAUSSES REPRÉSENTATIONS...

«Dans la cité, il y a un stade mais il est rempli à chaque fois par des garçons. Du coup, on n'y va pas. Et même si on construit quarante mille terrains de sport pour les filles, les garçons vont tous les prendre!» s'exclame Myriam (4). En clair, les lieux de pratique libre existant dans les quartiers sont souvent fonctionnels mais essentiellement utilisés par les garçons. «Quand elles sont très jeunes, les filles arrivent encore à s'y faufiler pour y jouer. Mais dès la puberté, elles n'y ont plus leur place» confirme Haïfa Tlili.

Le regard des autres devient alors souvent dissuasif. «Il y a des gens qui connaissent mon frère et mon père. Ils vont me voir dehors à neuf heures alors que j'ai juste fini le cours de boxe et ils vont aller parler derrière, ils vont imaginer des trucs» confie Dalila. «Et puis, après le cours, tu ne peux pas rentrer chez toi tranquille parce qu'il y a des teneurs de murs comme on dit, des

garçons qui te regardent ou même ils t'interpelleront» ajoute Nora.

Ce problème est parfois accru par l'absence d'offre sportive proche de chez elles. «Elles ne sont pas autorisées à sortir loin ou tard car les parents sont très conscients de la réalité d'insécurité et de violence dans le quartier. Il faudrait qu'ils puissent s'organiser entre eux pour les accompagnements. Mais ils ne le font pas: ils n'ont pas le temps, pas les moyens, ce n'est pas dans leurs habitudes» note la sociologue.

La difficile maîtrise du temps apparaît aussi comme un autre facteur explicatif. «Les jeunes filles nous disent qu'elles n'ont pas le temps de faire du sport. De nombreuses priorités s'imposent à elles, au détriment de la pratique sportive: faire les devoirs pour se donner toutes les chances de réussir à l'école, voir les copines et surtout aider leurs mères dans les tâches ménagères et les soins aux frères et sœurs» souligne Haïfa Tlili. «Ma mère, je l'aide pour le ménage. Si je n'étais pas là, elle galérerait. Elle travaille, elle est fatiguée» dit Fathia.

Les jeunes filles semblent aussi majoritairement réfractaires à la dimension compétitive que l'on retrouve généralement dans les clubs sportifs. Elles préfèrent le plaisir de pratiquer en groupe, tout en se défou-

lant et se libérant l'esprit. Dans le même temps, elles montrent un goût très modérée pour l'éducation physique et sportive proposée au collège ou au lycée. «Les profs d'EPS nous disent qu'on ne participe pas en cours. En même temps, s'ils nous proposent que des sports inutiles, qu'on n'aime pas, on ne va pas se donner à fond» explique Monia, sans préciser ce qu'est pour elle un «sport inutile».

Quant à la religion, l'islam en l'occurrence, elle n'est pas spécialement mise en avant en tant que telle par les jeunes filles pour expliquer leur faible pratique sportive. «C'est plutôt la mentalité des parents qui est évoquée. Ils ne sont pas opposés au fait que leurs filles bougent, se dépensent, et sont même très conscients que l'activité physique peut être positive pour elles. En revanche, ils sont souvent freinés par les représentations qu'ils se font de certaines activités» analyse Haïfa Tlili. «Mon père, il ne veut pas trop que je fasse de la danse. Il croit que c'est comme dans le film "Sexy Dance", ou comme les filles qui dansent dans les bars. Je lui explique qu'on s'amuse, qu'on est entre filles, mais il ne me croit pas trop» explique Nour. «Ma mère, elle ne voulait pas que je fasse de la gym, pour ne pas que je fasse le grand écart» confie de son côté

► Naïma. Sous-entendu : par peur que l'hymen de la jeune fille, signe de sa virginité, ne se rompe accidentellement...

RASSURER LES PARENTS

Les acteurs de terrain mentionnent également des problématiques liées à l'adolescence, probablement encore plus aiguës pour un public si sensible au regard des autres. Cette période de la vie n'est en effet pas la plus propice au sport pour les filles : métamorphose du corps, peur du jugement de l'autre sexe, manque de confiance en soi... Les éducateurs constatent également un certain découragement : n'ayant pas autour d'elles d'exemple de femmes à qui le sport a beaucoup apporté, elles ont l'impression que cela ne vaut pas la peine de se battre pour cela, et baissent vite les bras... «Elles sont victimes d'une culture de l'échec très répandue dans les quartiers» souligne Haïfa Tlili. Ces mêmes acteurs avancent aussi le peu d'implication des parents et leurs

inquiétudes : qui va encadrer l'activité ? qui leur fille va-t-elle y rencontrer ? Leur absence de culture sportive et leur méconnaissance de ce milieu nourrissent craintes et incompréhensions. Pour Haïfa Tlili, informer et rassurer les parents doit donc être un objectif prioritaire : «Organiser des réunions ne suffit pas car beaucoup n'y viennent pas. Il faut privilégier le porte à porte et que des éducateurs aillent expliquer comment l'activité va se dérouler, ce que leur fille y fera. Les parents ont besoin de s'assurer de la bienveillance de ceux qui vont s'occuper de leurs filles, de leur sérieux, de leur fiabilité.» C'est pourquoi il convient aussi d'éviter le turn-over des éducateurs, qui nuit à l'instauration d'une relation de confiance avec les filles et leurs parents.

AMÉLIORER L'OFFRE

Les acteurs de terrain se disent conscients de l'insuffisance et de l'inadéquation de l'offre sportive en direction des filles dans

les quartiers. «Ils reconnaissent l'existence de freins institutionnels, de lacunes au niveau des infrastructures et du manque de compétence de certains éducateurs» pointe Haïfa Tlili. S'ajoute à cela un déficit d'information sur les pratiques possibles dans le secteur et sur les aides financières dont les jeunes filles et leurs familles pourraient bénéficier. Car si bien souvent les filles ne savent pas vraiment quel sport elles aimeraient pratiquer, des activités qui pourraient leur convenir existent malgré tout. «Il faut surtout faire preuve de subtilité dans ce qu'on leur propose. Il faut aussi, je crois, entendre leur désir de rester entre filles pour faire du sport, en leur réservant des créneaux dans les équipements. Cela leur laissera ainsi le temps de découvrir l'activité, de prendre confiance. Puis, au bout d'un certain temps, introduire éventuellement de la mixité» suggère la chercheuse.

Il semble également fondamental de leur rendre plus accessibles certaines connaissances sur la santé ou sur les apports de

FREINS ET SOLUTIONS : CE QU'ELLES EN DISENT

Les deux freins à la pratique les plus cités par les jeunes filles sont d'une part «la flemme, la fatigue», et d'autre part le «manque de temps». Le troisième est «la mentalité des parents». Suivent ensuite «le manque d'intérêt» pour le sport, qui passe après d'autres priorités, «le manque d'offre», «l'éloignement» ou le fait que «l'EPS ne donne pas envie». Contrairement à certains clichés, des réponses comme «la peur de salir sa réputation» ou le fait d'être accaparées par «les tâches ménagères» apparaissent assez minoritaires.

De leur côté, les acteurs de terrains mettent en avant les freins «institutionnels» et «les parents et la famille». Ils identifient ensuite l'EPS comme le troisième grand frein : une façon d'exprimer le fait que les jeunes filles n'y trouvent par leur compte et que la pratique scolaire ne joue pas suffisamment le rôle de «passerelle» vers des activités sportives autres. Pour autant, l'EPS permet de toutes les toucher : il y a là matière à réflexion.

Cette différence de point de vue semble indiquer que le problème est lié, avant tout, à un manque d'activités adaptées. Il apparaît aussi que la faible pratique de ces jeunes filles traduit leur appartenance à des classes sociales popu-



lares, pour lesquelles faire du sport est moins naturel. Les réalités culturelles semblent là aussi secondaires. Cette divergence de point de vue entre les jeunes filles et les acteurs de terrain est moins sensible dans les propositions d'actions. Parmi les diverses pistes que les jeunes filles

évoquent figurent «le travail de la confiance en soi, de l'estime de soi», le fait que «l'activité physique et sportive ne doit pas être une contrainte» ou celui de les «accompagner sur les lieux de pratique». Elles voudraient aussi «moins de contraintes familiales», «changer la mentalité des parents», se retrouver «entre filles», que les lieux ne soient plus «monopolisés par les garçons» ou que les pratiques «favorisent le plaisir».

Les acteurs s'accordent pour leur part sur le fait qu'il faut «les accompagner dans la pratique», «s'intéresser à elles, les écouter» et que les jeunes filles trouvent en face d'elles des «acteurs compétents» qui «leur donnent confiance et les valorisent». Ils insistent aussi sur le fait d'«aller voir les parents» pour les sensibiliser à la pratique de leurs filles, de «travailler en réseau» et de poser «un cadre, une discipline» tout en faisant preuve «d'adaptation et de souplesse». ●

ADIL EL OUADEHE, ADJOINT À LA DTN UFOLEP



l'activité physique. « Dans leur discours, bon nombre de jeunes filles associent très fortement pratique sportive et perte de poids. Or, la plupart du temps, elles n'ont pas accès à ce bénéfice car elles partent de trop loin. Résultat, elles se sentent flouées et se découragent devant les efforts à fournir. Il faudrait pouvoir leur faire comprendre que la fatigue qu'elles éprouvent ira en s'estompant au fur et à mesure de la pratique, au fur et à mesure que leurs muscles se renforceront » note Haïfa Tlili.

PROPOSER DES MODÈLES

Autre piste : s'appuyer sur la notion d'exemplarité. Pour leur donner envie de persévérer, il pourrait être intéressant que les filles recroisent des sportives un peu plus âgées qu'elles, de préférence issues elles aussi des quartiers, qui ont dû faire face aux mêmes difficultés et les ont surmontées. Ce serait là

un moyen de remédier à l'absence de socialisation autour du sport.

Enfin, concernant la religion, plutôt que de stigmatiser les parents et de les considérer comme sectaires, pourquoi ne pas tenter de lever certains préjugés grâce au dialogue ? Haïfa Tlili estime notamment que pour dépasser certains préjugés et certains discours discriminants, la question de la laïcité mériterait d'être discutée collectivement entre les jeunes filles, leurs parents, les éducateurs et les responsables des sports des collectivités locales. Beaucoup de choses peuvent sans doute passer par les mères. L'un des enseignants d'EPS interrogé dans le cadre de l'étude suggère ainsi de proposer des activités sportives aux mamans, meilleur moyen selon lui de les rassurer et de les convaincre du bien-fondé de la pratique pour leurs filles. Dans l'idéal, Haïfa Tlili aimerait tester ces idées dans certains

quartiers, pour ensuite en évaluer l'impact. En attendant, l'Ufolep publiera prochainement le rapport final de cette recherche-action. Quant au groupe de travail mis en place pour l'accompagner, il sera pérennisé et élargi aux fondations et associations intéressées, afin de travailler à la construction d'autres projets. ● ISABELLE GRAVILLON

(1) Cette statistique comparant la pratique sportive des jeunes filles de 15 à 19 ans résidant en et hors zone d'éducation prioritaire (Zep) figurait initialement dans un rapport de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) datant lui-même de 1998. Le rapport de l'Inserm soulignait notamment que l'écart de pratique sportive entre filles et garçons était plus important parmi les jeunes d'origine étrangère.

(2) Titulaire d'un doctorat, Haïfa Tlili est membre du laboratoire Techniques et enjeux du corps (TEC) de l'université Paris-Descartes.

(3) Lorsque la recherche a été lancée, les deux ministères, réunis depuis sous l'autorité de Patrick Kanner, étaient distincts.

(4) Les prénoms ont été changés et les propos parfois reformulés pour les nécessités de l'expression écrite.

« Agir sur l'inégalité d'accès au sport »



Sociologue rattachée à l'Université Lille 3, Carine Guérandel est l'auteure d'une thèse sur la socialisation sexuée des garçons et des filles des quartiers populaires urbains en situation sportive. Son analyse.

Carine Guérandel, les politiques publiques menées jusqu'à présent ont-elles une responsabilité dans la sous-pratique sportive des filles constatée dans les quartiers ?

En partie oui. Lorsque les politiques d'insertion par le sport ont commencé à être mises en place au début des années 1980 après une série d'émeutes urbaines, elles l'ont été exclusivement en direction des garçons. Ce sont eux qui à l'époque posaient problème, eux que l'on voyait dans l'espace public et qui menaçaient de se révolter. Grâce au sport et à ses valeurs supposées, les pouvoirs publics espéraient socialiser ces jeunes, les éduquer, les insérer. Dans un premier temps, les filles ont donc été totalement ignorées.

Les filles des quartiers commencent à apparaître dans le débat public au début des années 2000, à travers notamment la médiatisation des violences qu'elles subissent. On peut citer à cet effet la formation du mouvement « Ni putes, ni soumises » en 2003. C'est dans ce contexte médiatique que la problématique du sport à destination des filles des cités émerge à son tour. À la suite des propositions du rapport « Femmes et Sports » réalisé en 2004 par Brigitte Deydier, le ministère de la Jeunesse va s'intéresser de près aux

Pourquoi évoquez-vous les valeurs « supposées » du sport ?

Ces valeurs dites éducatives, largement associées au sport dans l'imaginaire collectif, sont aujourd'hui très discutées par de nombreux chercheurs en sociologie du sport. Leurs travaux mettent en évidence que le sport n'est pas intégrateur en soi. Il n'est éducatif que si on lui associe des objectifs précis, si on adopte des modalités de transmission et de pratique qui le rendent effectivement éducatif. Le sport n'est pas naturellement éducatif, c'est l'éducateur qui en fait ou non un vecteur d'éducation.

Dans un deuxième temps, les pouvoirs publics se sont-ils intéressés à la pratique sportive féminine dans les quartiers ?

Les filles des quartiers commencent à apparaître dans le débat public au début des années 2000, à travers notamment la médiatisation des violences qu'elles subissent. On peut citer à cet effet la formation du mouvement « Ni putes, ni soumises » en 2003. C'est dans ce contexte médiatique que la problématique du sport à destination des filles des cités émerge à son tour. À la suite des propositions du rapport « Femmes et Sports » réalisé en 2004 par Brigitte Deydier, le ministère de la Jeunesse va s'intéresser de près aux

filles des quartiers, les considérant comme un public cible sur lequel il faut réfléchir. Cet intérêt public s'inscrit aussi dans un contexte global où l'on se soucie désormais d'œuvrer pour davantage d'égalité entre les hommes et les femmes. À partir du moment où l'on constate une inégalité d'accès au sport entre les filles et les garçons, encore plus forte dans les quartiers qu'ailleurs, il devient important de lutter contre cette discrimination.

Quelle forme les interventions publiques en faveur des filles prennent-elles ?

Les actions en faveur des filles sont de plusieurs ordres. Elles renvoient tout d'abord à un soutien financier des projets visant le développement de la pratique sportive des filles. Elles peuvent aussi concerner l'accompagnement de tels projets par la diffusion d'outils pédagogiques – comme ceux développés par le pôle ressource national « Sport, éducation, mixités, citoyenneté » –, par la valorisation de pratiques exemplaires ou innovantes et par le conseil technique. On favorise également la production d'enquêtes et la réflexion sur ce thème, et l'on adapte la formation des éducateurs sportifs à la prise en compte de ce public féminin. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR I.G.

Comités : se questionner pour s'adapter

L'enquête menée avec l'appui des comités Ufolep a été l'occasion d'une réflexion sur la façon de toucher les jeunes filles des quartiers. Exemples dans l'Essonne, l'Hérault et les Bouches-du-Rhône.

Les comités Ufolep qui se sont lancés dans ce projet aux côtés d'Haïfa Tlili avaient pour la plupart déjà mis en place des actions pour favoriser la pratique sportive des jeunes filles dans les quartiers, ou bien étaient en passe de le faire. « Cette recherche-action est arrivée au moment où nous lançons notre projet "Elles bougent" qui visait à accompagner des jeunes filles d'Évry considérées comme "à problème" vers la pratique régulière d'une activité physique ou sportive » explique Arnaud Rizzo, agent de développement à l'Ufolep de l'Essonne. Relier les deux projets est apparu comme un plus et les jeunes filles ont d'autant plus facilement accepté de participer aux entretiens qu'elles se sont senties valorisées d'être ainsi écoutées. Ce partenariat avec une universitaire a également crédibilisé le projet départemental aux yeux des institutionnels.

Sur le terrain, les éducateurs sportifs ont aussi tiré profit des contenus de certains entretiens. « Il est apparu que les filles pouvaient être déçues par ce qu'on leur proposait. Pour elles, une activité boxe signifie qu'elles vont tout de suite enfiler les gants et se battre, alors que l'éducateur propose en général une entrée progressive dans l'activité, avec de la préparation physique et un travail sur les valeurs du "noble art". Grâce à la recherche-action, nous avons pu mieux

prendre en compte leurs attentes et représentations » souligne Arnaud Rizzo.

DÉBATS DE FOND

La recherche-action s'est révélée tout aussi instructive dans l'Hérault. « Elle nous a notamment permis de comprendre à quel point le regard des grands frères est pesant pour les filles, et combien elles sont plus à l'aise de pratiquer à l'extérieur du quartier. Nous réfléchissons donc à la façon de favoriser la mobilité des filles et de les emmener parfois pratiquer en dehors de leur cité, quitte peut-être à utiliser un minibus » témoigne Caroline Deleuze, déléguée Ufolep de l'Hérault.

Face à la demande insistante des filles de pouvoir pratiquer le sport entre elles, le comité s'est également beaucoup questionné. « Faut-il aller dans le sens de cet "entre soi", quitte à renoncer à la mixité, valeur phare de l'Ufolep ? Ou bien refuser, quitte à ce que ces jeunes filles tournent le dos au sport ? »



Atelier multisports Ufolep à Montpellier.

La question, même si elle n'est pas encore tranchée, est posée.

À Marseille, une restitution intermédiaire des résultats de l'enquête lors d'une réunion publique a également donné lieu à des échanges qui ont nourri la réflexion du comité. « À notre grand étonnement, une jeune fille venue voilée a tenu des propos tout à fait ouverts : elle regrettait qu'au lycée garçons et filles fassent du sport chacun de leur côté, et qu'on ne propose à celles-ci que des sports très connotés comme féminins » rapporte Marie Launo, déléguée Ufolep des Bouches-du-Rhône. Ceci alors qu'en face, des jeunes filles d'apparence beaucoup plus émancipées tenaient un discours plus rétrograde : d'accord pour que les filles fassent du sport, mais pas trop tout de même car en tant que futures mères, elles doivent aussi rester à la maison pour aider la leur...

« Ce débat nous a donné à penser que, nous autres les éducateurs, avons peut-être parfois aussi tendance à nous enfermer dans certains préjugés » insiste Marie Launo. Selon elle, il est plus que jamais nécessaire de réfléchir à la meilleure approche pour encourager les filles des quartiers à faire du sport. ● I.G.

MIEUX FORMER LES ACTEURS DE TERRAIN

L'Ufolep a aussi tiré des enseignements de cette expérience au niveau national. Les différents entretiens et débats publics ont en effet mis en évidence le manque de formation et de maîtrise de certains acteurs de terrain, en particulier sur le concept de laïcité. « Certains excluent un peu trop facilement les jeunes filles qui se présentent voilées pour adhérer à une association sportive, ce qui ne correspond absolument pas à la philosophie de l'Ufolep. Sans adhérer à ces marques d'appartenance religieuse, nous estimons que ce n'est pas en excluant que l'on favorise l'émancipation et le développement des personnes. Il est donc urgent d'aider ces acteurs à prendre le recul nécessaire » insiste Adil El Ouadehe. La rédaction d'un guide à destination des éducateurs est ainsi en projet. ● I.G.